

**DIRECTION INTERREGIONALE
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS
Département des Affaires Immobilières**

Centre de Détention de MELUN
Aménagement de 2 armureries, 2 bureaux et déplacement
d'une cloison



**CCTP LOT 00 – CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
COMMUNES**

Phase : DCE

Octobre 2024

Maitrise d'ouvrage



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES
PENTITENTIAIRES DE PARIS

Département des Affaires Immobilières

3, Avenue de la Division Leclerc – BP103

94267 FRESNES CEDEX

Tél :

Fax :

Mail :

Bureau d'Etude TCE



KALYA INGENIERIE

164, rue d'Aguesseau

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Tél : 01 46 05 02 64

Mail : contact@kalya-ing.com

Maître d’Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

Table des matières

<u>1</u>	<u>GENERALITES</u>	<u>4</u>
1.1	ETENDU DES TRAVAUX	4
1.2	CONNAISSANCE DE L’ENSEMBLE DU PROJET	4
1.3	LIMITATION DES RISQUES ET DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS ET AUX USAGERS DU SITE	5
1.3.1	POLLUTION VISUELLE.....	5
1.3.2	PERTURBATION DU TRAFIC	6
1.3.3	NUISANCE SONORE	6
1.4	AFFECTATION DES TRAVAUX PAR LOTS	6
1.5	DOCUMENTS A TRANSMETTRE PAR LES ENTREPRISES	7
1.5.1	AVANT TRAVAUX.....	7
1.5.2	APRES TRAVAUX.....	7
1.6	COMPTE PRORATA.....	7
1.7	GESTION DES DECHETS.....	8
1.8	CONTRAINTES LIEES AU CENTRE DE DETENTION	8
1.8.1	PERSONNEL SUR LE SITE.....	8
1.8.2	MATERIEL SUR LE SITE	8
1.8.3	ORGANISATION DU CHANTIER	9
<u>2</u>	<u>PRESCRIPTIONS D’EXECUTION</u>	<u>10</u>
2.1	PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES	10
2.1.1	PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES GENERALES	10
2.1.2	ETUDES D’EXECUTION.....	10
2.1.2.1	ETUDES D’EXECUTION ET DE SYNTHESE.....	10
2.1.2.2	NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX	11
2.1.3	ETENDUE DES PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES.....	11
2.1.4	CONTROLES.....	12
2.1.4.1	CONTROLES INTERNES DES ENTREPRISES	12
2.1.4.2	CONTROLES EXTERNES DES ENTREPRISES.....	12
2.1.5	ECHANTILLON ET ESSAIS	12
2.1.5.1	ECHANTILLONS.....	12
2.1.5.2	ESSAIS.....	13
2.1.6	HYGIENE ET SECURITE.....	13

Maître d’Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

2.1.6.1	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	13
2.1.6.2	HABILITATIONS	13
2.1.6.3	STOCKAGE ET MANUTENTION	14
2.1.7	PRESCRIPTIONS RELATIVES AU CHANTIER	14
2.1.7.1	RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES.....	14
2.1.7.2	UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES.....	14
2.1.7.3	LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES.....	14
2.1.7.4	PANNEAUX DE CHANTIER	14
2.1.7.5	CLOTURE DE CHANTIER	15
2.1.7.6	BRUITS DE CHANTIER	15
2.1.7.7	DECLARATION D’INTENTION DE TRAVAUX	15
2.1.7.8	NETTOYAGE AU COURS DU CHANTIER	15
2.1.7.9	PROTECTION DES OUVRAGES	15
2.1.7.10	DEMARCHES - AUTORISATIONS	15
2.1.7.11	RECEPTION DES SUPPORTS	16
2.1.7.12	GESTION DES DECHETS	16
2.1.7.13	MATERIAUX RECONNUS	16
2.1.7.14	RECEPTION DES TRAVAUX	16
2.1.7.15	PROCEDURE GENERALE DE PRODUCTION ET DE REMISE DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE – RECOLLEMENT)	16
2.1.7.16	REMISE DU DOE	16
2.1.7.17	LIVRAISON DU DOE	17
2.1.7.18	CONTENU DU DOE.....	17
2.1.7.19	MISE EN FORME DU DOE	17

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

1 GENERALITES

1.1 ETENDU DES TRAVAUX

Le présent CCTP a pour objet de décrire et définir les travaux nécessaires au réaménagement d'anciens locaux en armurerie ELSP dans le centre de détention de MELUN.

Les travaux seront réalisés pour le compte du Ministère de la Justice sous la direction du bureau d'études KALYA Ingénierie.

Nota : Les travaux seront réalisés en site sécurisé et avec continuité de l'activité dans chaque bâtiment. Les entreprises devront donc la réalisation des travaux en sécurité et avec la prise en compte de l'environnement de travail et des activités qui se déroulent sur le site. Les entreprises devront donc prévoir dans leurs offres l'ensemble des dispositions nécessaires permettant la prise en compte des contraintes de sécurité et toutes dispositions dues permettant aux occupants de poursuivre leurs activités diverses et en toute sécurité des travailleurs.

1.2 CONNAISSANCE DE L'ENSEMBLE DU PROJET

Les C.C.T.P. forment un ensemble homogène. Les entreprises sont donc tenues de prendre connaissance de toutes les pièces du présent dossier, ces documents formant un tout.

Les plans, les C.C.T.P et toutes pièces constitutives du dossier de la consultation se complètent réciproquement sans que les entreprises puissent faire état après remise et réception de leurs offres d'une discordance éventuelle qu'elle n'aurait pas signalée en temps utile ; elles devront prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables, dans l'ordre général ou par analogie, étant entendu qu'elles doivent assurer le complet et parfait achèvement des ouvrages du projet de construction du présent marché, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, dès que ces travaux sont nécessaires à la réalisation du projet. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P. est formellement dû et vice versa.

Les entreprises sont tenues de signaler par écrit au Maître d'Œuvre, les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les C.C.T.P. et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature à nuire à la parfaite réalisation de leurs propres ouvrages.

Les entreprises devront vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins, et devront s'assurer de leur concordance dans les différents plans. En cas de doute, elles en référeront immédiatement par écrit au Maître d'Œuvre, faute de quoi elle sera tenue responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toutes natures qu'elles entraîneraient.

Les entreprises reconnaissent, à cet effet, s'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature. Elles reconnaissent avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles, aux détails qui auraient pu être omis au C.C.T.P. ou sur les plans. De ce fait, il ne saurait être accordé, en aucun cas, une majoration quelconque du prix soumissionné par raison d'omission ou d'imprécision au C.C.T.P. ou sur les plans

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

1.3 LIMITATION DES RISQUES ET DES NUISANCES CAUSEES AUX RIVERAINS ET AUX USAGERS DU SITE

Le chantier se déroulant au sein d'une centre de détention, il est rappelé que le niveau de limitation des nuisances et de sécurité doit être renforcé.

Une attention particulière sera portée sur :

- Le positionnement des cantonnements ;
- Le positionnement des aires de livraisons et de stockage des matériaux ;
- L'optimisation des livraisons de matériels et matériaux sur chantier devront tenir compte des horaires d'entrée et de sortie de l'établissement pour éviter l'augmentation des flux ;
- Les horaires sans bruits ;
- Le nettoyage dès que nécessaire des accès au chantier et voiries ;
- La signalétique et le passage sécurisé aux abords du chantier ;
- La propreté du chantier, de la base vie et de ses alentours ;
- La mise en place de lave-bottes ;
- L'utilisation de matériels électriques au détriment du matériel pneumatique ;
- L'utilisation de matériels insonorisés ;
- L'utilisation simultanée de matériels bruyants afin de limiter la durée d'exposition ;
- L'utilisation de talkies walkies pour la communication avec les engins de chantier ;
- Les matériaux constituant les pistes d'accès au chantier afin de limiter la dispersion de poussières dans l'air. En cas de dispersion de poussières, un arrosage des pistes sera effectué ;
- L'évacuation des déchets. La protection par filets des bennes selon nécessité ;
- Les clôtures de chantier ;
- Ne seront admis dans l'enceinte de l'emprise chantier, uniquement les véhicules d'entreprise nécessaire au chantier (Ne sont pas admis les véhicules de transport des personnels du chantier dans l'enceinte du chantier) ;

Les horaires de chantiers pour l'arrivée et le départ du personnel seront adaptés pour ne pas accroître les flux de circulation.

1.3.1 POLLUTION VISUELLE

Pour que le chantier soit le mieux accepté des usagers, les responsables des travaux veilleront à la propreté et l'aspect général du site.

- Les entreprises prévoiront le nettoyage dès que nécessaire des accès au chantier et voiries ;
- L'organisation du stationnement de tous les véhicules (VL, VI, PL, engins) et le bétonnage ou le gravillonnage des aires de stationnement des engins afin d'en faciliter le nettoyage ;
- Le nettoyage en fin de journée des zones de travail de tous les corps d'état (notamment collecte des déchets) ;
- Mise en place de lave-bottes ;
- Le maintien en bon état de la clôture du chantier. Les éventuels graffitis seront effacés ;
- Le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol via le kit de dépollution ;

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

- L'organisation et le balisage des zones de stockage ;
- Les bennes à déchets seront, si nécessaire, couvertes afin d'éviter l'envol des déchets ;
- Des mesures seront prises pour réduire les nuisances visuelles aux riverains tout en laissant des accès visuels (hublots, meurtrières, ...) sur le chantier. Ces accès visuels seront accompagnés d'une communication sur l'avancement du chantier.

1.3.2 PERTURBATION DU TRAFIC

Les entreprises prendront toutes mesures nécessaires, tant auprès des autorités locales, des concessionnaires que des usagers, visant à assurer que leurs travaux (y compris rotation des bennes à déchets) n'induisent pas de perturbations sur les trafics routiers, piétons ou cyclistes.

Le recours à des transports programmés (horaires de livraison adaptés pour éviter les attentes prolongées de camions), la mise en œuvre de plans de circulation adaptés aux phases du chantier (aucune manœuvre et aucun déchargement à l'extérieur du chantier) seront mis en œuvre par les entreprises.

1.3.3 NUISANCE SONORE

Le chantier se déroulant au sein d'une centre de détention en exploitation, il est rappelé que le niveau de limitation des nuisances et de sécurité doit être renforcé.

Le chantier sera organisé pour respecter les dispositions de la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 dite « Loi Bruit », avec ses décrets et arrêtés d'application parus, relative à la lutte contre le bruit (un arrêté encadrant les limites réglementaires du bruit émis sur les chantiers est en préparation au Ministère de l'Environnement).

Des moyens devront être mis en œuvre pour réduire la production de bruit sur chantier.

En phase de préparation de chantier il sera précisé les horaires par la MOA et MOE les horaires de chantier à respecter.

En phase de préparation de chantier il sera établi un planning des phases bruyantes du chantier et étudier des dispositions organisationnelles pour limiter les nuisances acoustiques pour les riverains en fonction de ce planning.

1.4 AFFECTATION DES TRAVAUX PAR LOTS

Les travaux faisant l'objet du présent C.C.T.P. seront subdivisés selon le nombre de lots suivants :

- LOT N°00 – CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES
- LOT N°01 – DESAMIANTEMENT - CURAGE – MACONNERIE – MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM – METALLERIE – AMENAGEMENTS INTERIEURS - FINITIONS
- LOT N°02 – CFO – CFA – SURETE – CVC - PLOMBERIE

Maître d’Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

1.5 DOCUMENTS A TRANSMETTRE PAR LES ENTREPRISES

1.5.1 AVANT TRAVAUX

Tous les travaux exécutés par les entreprises sans accord préalable pourront le cas échéant se voir refusés, avec pour conséquence le démontage et reprise des installations aux frais de l'entreprise, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

Les entreprises devront remettre à l'approbation du Maître d'œuvre, dans le délai imparti après réception de l'Ordre de Service de démarrage des travaux, les documents suivants :

- Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes des matériels et matériaux et les divers agréments et labels de qualité.
- Les déclarations environnementales et sanitaires des produits mis en œuvre.
- Les certificats de traitement des pièces bois s’il y en a.
- Les échantillons de l'ensemble du matériel à utiliser.
- Le planning de commandes et d'approvisionnement.

1.5.2 APRES TRAVAUX

Avant diffusion au Maître d’Ouvrage, les entreprises soumettront les dossiers complets de DOE à la Maîtrise d’Œuvre pour approbation.

Après accord, les entreprises transmettront un dossier complet, tenant compte d'éventuelles observations de la Maîtrise d’œuvre, dans le nombre d'exemplaires indiqué.

Les documents DOE à transmettre sont les suivants :

- Les fiches techniques précisant les caractéristiques exactes des matériels et matériaux et les divers agréments et PV.
- Les déclarations environnementales et sanitaires des produits mis en œuvre.
- Les cahiers des charges des procédés non standards.
- Les plans de détails, de façonnage et de fabrication des ouvrages.
- Les notices d'entretien et de maintenance des matériels installés.

Tous ces éléments feront partie de la composition du Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO). Ils seront à transmettre en 2 exemplaires papiers + 1 support informatique.

Le titulaire du présent lot devra prendre connaissance du CCAP et du CCTG pour toutes dispositions des frais de chantier.

1.6 COMPTE PRORATA

Pas de compte prorata dans le cadre des présents travaux.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

1.7 GESTION DES DECHETS

Chaque entreprise devra trier et évacuer ses propres déchets. L'évacuation des déchets devra se faire de manière journalière. Les zones de travaux devront impérativement rester propre durant toute la durée des travaux sous risque de pénalités voire d'intervention d'une tierce entreprise à la charge du l'entreprise responsable du chantier mal entretenu.

1.8 CONTRAINTES LIEES AU CENTRE DE DETENTION

Le site est un centre de détention et les entreprises devront prendre en compte les contraintes liées à l'exploitation du site (horaires de l'établissement, interruption des travaux, règles d'accès et de sécurité). En regard au milieu carcéral, les ouvrages devront être de conceptions solides, et indémontables sans outil spécialisé.

1.8.1 PERSONNEL SUR LE SITE

Les entreprises devront produire la liste (avec un trombinoscope) et fournir les pièces d'identité (cartes nationales, passeport ...) de l'ensemble du personnel appelé à intervenir sur le site (équipe prévue pour les travaux et équipe remplaçante au besoin et/ou sous-traitants) selon 1 délai fixé par l'établissement et ce au moins **1 mois avant les travaux (Enquête de moralité)**, afin de réaliser les vérifications et contrôles nécessaires avant la délivrance des autorisations d'accès. **Le délai de fourniture à la maitrise d'ouvrage les pièces d'identité (cartes nationales, passeport ...) sera au minimum de 72h pour les livreurs.**

Le personnel ainsi listé, n'aura accès à l'établissement que sous présentation de sa pièce d'identité à chaque entrée.

Tout le personnel passera sous les portiques tous les jours, à chaque entrée, sortie.

Les ouvriers seront sous surveillance constante des caméras et accompagnés par des agents pénitentiaires pendant toute la durée des travaux.

Pour faciliter le passage sous le portique, ils devront être équipés et ne pas avoir d'objet métallique sur eux (coques des chaussures de sécurité métalliques à proscrire).

Tout le monde : ouvriers, chefs de chantier, conducteurs de travaux devra être immédiatement identifiable par le port de vêtements de chantier avec le logo de l'entreprise ainsi qu'un badge nominatif.

1.8.2 MATERIEL SUR LE SITE

Les entreprises devront également produire les papiers (carte grise) de tous ses véhicules qui entreront dans l'enceinte pénitentiaire.

Les entreprises devront dresser un inventaire exhaustif des matériels et matériaux entrés dans l'établissement. Elle devra fournir un listing et une photo de ses boîtes à outil rangées. Les boîtes à outils seront contrôlées tous les jours à l'entrée comme à la sortie et devront être rangées comme sur les photos.

Les téléphones portables et appareils photos sont interdits dans l'enceinte de pénitentiaire.

A noter que les échafaudages de pied sont interdits.

Tout système d'élévation et toute installation fixe devront être acceptés par le service de sécurité de la DISP.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

Les opérations avec moyens de levage aux abords de l'enceinte extérieure du bâtiment seront à demander 15 jours minimum avant.

Les entreprises ne pourront se prévaloir d'un refus lié à la sécurité, d'un type de système, pour modifier le prix de ses prestations.

Le plan de prévention mentionnera également l'ensemble des points devant être suivis pour l'intervention dans l'enceinte pénitentiaire. Il doit être respecté.

Aucun engin ne pourra rester au droit des cours de promenade lorsqu'elles seront occupées (2 heures par jours).

1.8.3 ORGANISATION DU CHANTIER

Le site est un établissement pénitentiaire et les entreprises devront prendre en compte les contraintes liées à l'exploitation du site (horaires de l'établissement, interruption ...)

Les heures d'entrée et de sortie des véhicules doivent être planifiées.

Durant la pause méridienne, l'ensemble des personnels et des véhicules ne doit pas être maintenu au sein de l'enceinte. En outre, ils quittent l'établissement le soir à un horaire fixé par la direction.

Le stationnement des véhicules au sein de l'établissement doit être limité au strict minimum et les entreprises doivent fournir l'identité du chauffeur (avec copie CNI) et la copie de la carte grise du véhicule. Le stationnement ne sera autorisé qu'aux seuls endroits définis par l'établissement.

Le planning de livraisons du matériel et des matériaux doit être communiqué à l'établissement.

Les échelles et les nacelles doivent être regroupées et neutralisées par des chaînes cadenassées à la fin de chaque période de travail. En dehors de la détention dans des endroits sécurisés et inaccessibles aux personnes détenues. Les nacelles doivent être stockées hors zone de la détention et hors de l'établissement, dans un endroit sécurisé et dans tous les cas, éloigné des murs d'enceinte.

Les clefs ne doivent en aucun cas rester sur le contact dès que le véhicule ou engin à moteur est inutilisé par un personnel et éventuellement d'activer les systèmes anti vol.

Lors des périodes d'inutilisation des véhicules, il est obligatoire de donner 2 points d'ancrage (clefs et batterie par exemple) à l'accueil.

Le stockage du matériel et des matériaux lourds ou encombrants est à prévoir dans un lieu sécurisé.

Le marché, global et forfaitaire, intégrera l'ensemble des contraintes spécifiques et des conditions particulières de réalisation et intégrera les majorations de temps liées aux contraintes du travail en milieu pénitentiaire.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

2 PRESCRIPTIONS D'EXECUTION

2.1 PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES

2.1.1 PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES GENERALES

L'exécution des ouvrages est soumise aux prescriptions techniques générales du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux de Bâtiment passés au nom de l'Etat ou des Collectivités locales, et notamment des documents suivants :

- Documents Techniques Unifiés édités par le C.S.T.B. comprenant : Cahiers des Charges et documents connexes - Prescriptions ayant valeur de Cahiers des Charges D.T.U. - Autres Documents D.T.U. ;
- Textes législatifs réglementaires édités par le C.S.T.B. (R.E.E.F. 58) ;
- Normes Françaises N.F. ;
- Spécifications techniques établies par les Groupes Permanents d'Étude des Marchés ;
- Code de la Construction et de l'Habitation (Première partie législative et deuxième partie réglementaire) - Décret N° 78-621.622 du 31/5/78 et arrêtés annexes ;
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle ;
- Réglementation acoustique NRA fixée par les arrêtés du 28 octobre 1994 ;
- Code du travail ;
- Cahiers des charges, recommandations ou prescriptions d'emploi de la part des fabricants ;
- Règlement Sanitaire Départemental ;
- Prescriptions des sociétés concessionnaires pour les raccordements aux réseaux et les services publics ;
- Lutte contre le travail dissimulé.
- Ainsi que les éléments suivants intégrés au dossier de consultation.
- Les attendus du PC, PGC, Rapport CT ;
- Les documents s'entendent à la dernière édition parue un mois avant la date limite de dépôt des offres ;
- Les documents RAGE du COSTIC.

2.1.2 ETUDES D'EXECUTION

2.1.2.1 ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE

Les études d'exécutions et de synthèse sont à la charge des entreprises sélectionnées. Ils leur appartient de fournir au Maître d'Œuvre tous les plans d'exécution des ouvrages, plans de détails, notes de calcul, résultats d'essais nécessaires à la bonne réalisation des travaux. (Plans d'ensemble à l'échelle de 2cm/m, coupes et détails à l'échelle de 5 ou 10cm/m.).

Les plans et notes de calcul sont établis pendant la période de préparation, sous la direction du Maître d'Œuvre. Après modifications éventuelles et agrément du Maître d'Œuvre, les documents sont reproduits par chaque entreprise en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire, notamment pour diffusion aux autres acteurs concernés. Chaque entreprise demeure responsable de ses travaux et doit apporter toutes les précisions utiles à une réalisation conforme aux règles en vigueur.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de demander aux entreprises la liste complète des matériaux, matériels, appareillages et fournitures diverses qu'il envisage d'utiliser pour l'exécution des travaux avec les

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

caractéristiques techniques détaillées et l'adresse des fabricants retenus pour chacun des matériaux et matériels.

2.1.2.2 NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX

Les matériaux, éléments ou ensembles utilisés pour la construction doivent être conformes aux stipulations contenues dans les pièces du marché ainsi que dans les ordres de service.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels doivent avoir reçu l'Avis Technique favorable du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment.

Les matériaux mis en œuvre seront conformes aux échantillons acceptés par le Maître d'œuvre et le Maître de l'Ouvrage.

L'emploi de matériaux, éléments ou ensembles de qualité supérieure à celle demandée ou décrite au présent C.C.T.P. ne donnera lieu à aucun supplément.

2.1.3 ETENDUE DES PRESTATIONS A LA CHARGE DES ENTREPRISES

L'ensemble des pièces du marché s'efforce, sans caractère exhaustif, de renseigner aux entreprises la nature et la consistance des ouvrages à réaliser.

Ces dernières devront prévoir tous les frais et prestations nécessaires à la réalisation complète et parfaite des ouvrages, notamment :

- La réalisation et la diffusion des notes de calculs, des plans d'exécution, de chantier et de fabrication ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage ou de descente ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc... ;
- En ce qui concerne les lots de structure, toutes les réservations, percements, incorporations, trémies, etc... demandés par les autres lots ;
- La fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- Tous les dispositifs nécessaires au respect des valeurs de perméabilité à l'air ;
- L'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages pendant et après leurs travaux ;
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- La main-d'œuvre et les fournitures pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc... de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc... pour respecter les délais d'exécution ;
- Le repliement de toutes les installations de chantier.

Les entreprises sont tenues à une obligation de résultat quant aux performances exigées pour l'obtention des cotations, cette obligation prime sur les prescriptions figurant aux C.C.T.P. et les entreprises sont réputées en avoir tenu.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

2.1.4 CONTROLES

2.1.4.1 CONTROLES INTERNES DES ENTREPRISES

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures ; quel que soit leur degré de finition, les entreprises s'assureront que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage, les entreprises s'assureront que celles de ces fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- Au niveau de l'interface entre lot, les entreprises vérifieront, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécutés par d'autres lot permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- Au niveau de la fabrication et la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes des entreprises vérifieront que la réalisation est faite conformément aux règlements en vigueur ;
- Au niveau des essais, les entreprises réaliseront les vérifications ou essais imposés par le DTU et les règles professionnelles, les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites ou demandées par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage.

2.1.4.2 CONTROLES EXTERNES DES ENTREPRISES

Le Maître d'Œuvre pourra procéder pendant toute la durée des travaux et à tout moment aux contrôles de la nature, de la qualité et du bon fonctionnement des fournitures des différents lots. Les entreprises seront tenues de leur laisser l'accès libre au chantier.

2.1.5 ECHANTILLON ET ESSAIS

Les entreprises sont tenues de fournir tous les échantillons, modèles qui leurs sont demandés, d'une part pour fixer le choix du Maître d'Œuvre dans le cadre du C.C.T.P. sur les fournitures nécessaires à l'exécution de l'ensemble des travaux, et d'autre part, en vue des essais prévus au marché

2.1.5.1 ECHANTILLONS

Les échantillons, modèles ou maquettes devront être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître de l'Ouvrage, avant une date à fixer d'un commun accord et au cours d'un nombre limité de réunions de chantier, de manière à éviter la dispersion des présentations.

Le C.C.T.P. définit pour certains matériels un échantillon de référence et autorise la fourniture de matériels qualifiés de similaires ou équivalents. Il est stipulé que l'appréciation de la similitude des matériels présentés par les entreprises avec les matériels de référence, appartient au Maître d'Œuvre et au Maître de l'Ouvrage, et qu'en cas de divergences avec les entreprises en ce qui concerne cette similitude, celui-ci sera tenu de fournir les matériels de référence eux-mêmes, après une seule présentation des matériels dits similaires.

La présentation de l'échantillon désiré doit être réalisée 6 semaines avant l'exécution, afin de permettre les choix et remarques nécessaires. Il appartient aux entreprises, par le biais des différents lots, d'anticiper la présentation des échantillons, en connaissance des échanges qui pourraient avoir lieu avec l'ensemble des parties prenantes.

Les entreprises devront procéder, s'il y a lieu, à toutes les modifications demandées par la maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

Les matériels acceptés par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage seront groupés sur panoplies et exposés dans un local spécial à cet effet. Ils serviront de points de comparaison pour les autres parties semblables qui devront être conformes aux matériels exposés.

Un procès-verbal notifiera les décisions prises.

2.1.5.2 ESSAIS

Il est rappelé l'obligation pour les titulaires des différents lots de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques qui leur incombent conformément à la loi du 4 Janvier 1978.

- Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entreprise responsable de la prestation devra effectuer au minimum, avant réception, et leurs charges, les essais et vérifications figurant sur le document COPREC N°1 paru au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment du 17/12/82 - Supplément spécial N° 8251bis, dans la mesure où ils s'appliquent aux installations techniques concernées.
- Les résultats et essais devront être consignés dans des procès-verbaux suivant modèles figurant au document COPREC N°2 de même provenance que le document COPREC N°1 ; ces procès-verbaux devront être envoyés pour examen au Maître d'Œuvre en deux exemplaires.

2.1.6 HYGIENE ET SECURITE

2.1.6.1 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La sécurité sur le chantier est coordonnée un plan de prévention.

Les entreprises se soumettent aux directives et recommandations qui leur sont fait tant en termes de sécurité qu'en organisation de chantier ainsi qu'aux impacts sanitaires complémentaires liés au COVID-19.

Le plan de prévention est intégré au Dossier de Consultation des entreprises.

2.1.6.2 HABILITATIONS

Conduite d'engins :

- Chaque conducteur d'engins doit être en possession d'une autorisation de conduite correspondant à l'engin utilisé. Cette autorisation est signée par le directeur de l'entreprise et accompagnée du CACES.

Echafaudage :

- Les entreprises doivent la mise en place d'un échafaudage dès qu'il est nécessaire à l'exécution de ses travaux. L'échafaudage est monté par un intervenant de l'entreprise agréé. Le personnel doit être en possession de l'attestation de compétences conformément à l'annexe 5 de la recommandation R 408.
- Les échafaudages tubulaires sont composés d'ossature métallique, de plateforme toute largeur, de garde-corps, d'échelles d'accès pour chaque niveau et de trappes.
- Les plans d'échafaudages de pied ainsi que les notices techniques seront soumis au SPS, avant le commencement des travaux. Un procès-verbal de réception sera établi après chaque montage ou modification de l'installation.
- Dans tous les cas, les échafaudages ne peuvent pas être fixés dans les façades (préfabriquées en béton et livrées finies) ;
- Les entreprises utiliseront leurs échafaudages après affichage du PV de conformité de l'échafaudage sur l'équipement.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

2.1.6.3 STOCKAGE ET MANUTENTION

Les entreprises assurent la manutention de ses matériaux et matériels en prenant toutes les dispositions pour que la manutention soit le moins pénible possible.

Les entreprises assurent le stockage de ses matériaux et matériels en se conformant aux zones de stockage indiquées sur le plan d'installation de chantier.

Les entreprises assurent le stockage de ses matériaux sur les planchers en fonction des surcharges admissibles de la structure.

Une assise de 2.00m de largeur est maintenue sur toute la périphérie du bâtiment, afin d'éviter le stockage des matériaux contre les façades. Aucun stockage ne devra avoir lieu dans cette bande.

2.1.7 PRESCRIPTIONS RELATIVES AU CHANTIER

2.1.7.1 RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES

Avant toute intervention, il sera procédé à une réception contradictoire du terrain et des ouvrages existants dans et en limite de propriété. La maîtrise d'Ouvrage fera éventuellement exécuter à ses frais un référé préventif sur les avoisinants.

Dans le cadre de la prise de possession du terrain, les entreprises effectueront, à sa charge, un constat d'huissier de la parcelle et des alentours.

2.1.7.2 UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES

Les itinéraires poids lourds et engins de chantiers, tant pour les approvisionnements que pour l'évacuation des déblais, sont imposés par le Maître d'Œuvre en fonction des impératifs de l'aménageur du terrain.

Les entreprises ont, à leurs charges, l'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation au droit des entrées et sortie de chantier, de la signalisation routière indispensable. A leurs charges aussi le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier.

Tout manquement des entreprise à leurs obligations de plein droit, entraîne, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès de chantier ;
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation.
- Par une Entreprise au choix du Maître d'Œuvre, aux frais et dépens des entreprises.

2.1.7.3 LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, les entreprises procéderont au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à disposition.

La libération des abords et la remise à la circulation des voies publiques feront l'objet d'un procès-verbal de constat d'état des lieux contradictoirement entre l'entreprise, le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage.

2.1.7.4 PANNEAUX DE CHANTIER

L'affichage publicitaire des entreprises est interdit sur le chantier. Le panneau commun prévu au décret n°79.492 du 13 Juin 1979 portant indication de tous les Entrepreneurs travaillant sur le chantier sera strictement conforme au modèle imposé par le Maître d'Ouvrage et à la charge du lot 01.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

2.1.7.5 CLOTURE DE CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot 01 met en place la clôture réglementaire du chantier et la maintient en parfait état pendant toute la durée des travaux. Cette clôture comportera les portes d'accès avec un système de fermeture et les pancartes "interdit au public" et "défense d'afficher".

L'entreprise titulaire du lot 01 en doit la dépose et l'enlèvement en fin de chantier.

2.1.7.6 BRUITS DE CHANTIER

La proximité de locaux occupés conduit à limiter l'importance de l'ensemble des bruits à 70 dB(A) aux limites du chantier. Seul l'emploi d'engins à moteur insonorisé est autorisé.

2.1.7.7 DECLARATION D'INTENTION DE TRAVAUX

Au titre du décret n°91-1147 du 14 octobre 1991, les Entreprises chargées de l'exécution de travaux projetés à proximité d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution doivent adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux à chaque exploitant desdits ouvrages concernés par les travaux (GDF, EDF, France Télécom, Service des Eaux, etc.).

Cette déclaration devra s'effectuer sur imprimé CERFA et restera valable pendant 2 mois (date de commencement des travaux). Au-delà de cette date elle devra être renouvelée.

2.1.7.8 NETTOYAGE AU COURS DU CHANTIER

Les entreprises sont responsables de l'entretien et du nettoyage du chantier, des accès et des abords, le chargement et l'évacuation des gravats par des bennes et ce pendant toute la durée des travaux.

Dans l'impossibilité d'avoir un nettoyage satisfaisant du chantier, le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage se réservent le droit après notification aux entreprises de faire exécuter tous les nettoyages, chargement et évacuation des gravats par une entreprise spécialisée de son choix à la charge des entreprises.

2.1.7.9 PROTECTION DES OUVRAGES

Les entreprises doivent assurer la protection de tous leurs ouvrages de la zone de stockage à la mise en œuvre, jusqu'à la fin des travaux.

Les ouvrages métalliques sont livrés sur le chantier, revêtus d'un produit approprié pour une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation.

Les entreprises sont responsables des dégâts causés par les intempéries ou par quiconque, sur ses propres ouvrages. Elles seront tenues de réparer toutes les dégradations provenant d'un défaut de protection.

Les détériorations sur des matériaux installés causées par un tiers, la preuve en étant fournie, sont réparées par les entreprises aux frais du tiers concerné.

Les titulaires des différents lots doivent respecter leurs travaux réciproques et faire en sorte qu'aucune dégradation ne se produise pendant le chantier par les membres de leurs personnels.

La protection contre les vols et les détournements divers fera l'objet d'une grande attention de la part des entreprises intervenant sur le chantier.

2.1.7.10 DEMARCHES - AUTORISATIONS

L'entreprise du lot n°01 sera tenue de faire si nécessaire toutes les demandes pour obtenir les autorisations ou branchements permettant le parfait fonctionnement du bâtiment.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

2.1.7.11 RECEPTION DES SUPPORTS

Les entreprises, avant l'exécution de ses travaux, doit faire la réception contradictoire des supports et faire part de ses observations par écrit. Dans le cas contraire, il est considéré que l'entreprise accepte les supports tels qu'ils sont et ne peuvent se prévaloir de réclamations ultérieures.

La réception des supports doit être réalisée, en amont, afin d'effectuer les éventuelles reprises, sans pénaliser l'organisation du chantier. Aucune prolongation de délai ne sera acceptée, pour cause de réception de support.

2.1.7.12 GESTION DES DECHETS

Les différentes entreprises procéderont au tri de leurs déchets de construction. Chaque entreprise se chargera de ses évacuations jusqu'aux lieux de stockage de chantier prévus à cet effet par le Maître d'Œuvre.

Il devra privilégier le tri et l'utilisation des filières locales de recyclage de ses déchets.

Le guide « Élimination des déchets de chantier de bâtiment » édité par la Fédération Française du Bâtiment en Juillet 1998 précise les catégories de déchets ainsi que leur mode d'élimination.

Rappel : Il est formellement interdit d'incinérer des déchets sur le site du chantier, leur traitement et leur valorisation est obligatoire (exception faite des déchets contenant ou susceptibles de contenir des termites et autres insectes xylophages).

2.1.7.13 MATERIAUX RECONNUS

Les produits ou procédés mis en œuvre, entrant dans le champ d'application de l'avis technique ou de l'ATEX, bénéficieront d'un avis technique en cours de validité ou d'un ATEX favorable aux conditions d'emploi de ce produit ou de ce procédé.

2.1.7.14 RECEPTION DES TRAVAUX

Il sera prononcé une réception unique des travaux, avec ou sans réserve, pour l'ensemble des lots dès l'entière achèvement des travaux.

2.1.7.15 PROCEDURE GENERALE DE PRODUCTION ET DE REMISE DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE – RECOLLEMENT)

2.1.7.16 REMISE DU DOE

Dans un délai de 10 jours avant la fin des travaux, l'entreprise de chaque lot devra la remise du dossier DOE se fait en 3 phases distinctes :

- L'entreprise remet un exemplaire complet de son dossier DOE à la Maîtrise d'œuvre, pour contrôle et avis, ceci au plus tard le jour de la réception des travaux. Ce dossier DOE doit comporter, au niveau des pièces graphiques, les plans et schémas existants impactés par l'opération avec mise à jour de fichiers informatiques selon le cas (format DWG et DXF) ainsi que tous les nouveaux plans et schémas créés pour l'opération avec fichiers informatiques correspondants, l'ensemble conforme à la charte graphique précisée par la Maîtrise d'Ouvrage ou la Maîtrise d'Œuvre ;
- A réception de l'exemplaire complet du dossier DOE, la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage procède à l'analyse technique et les observations ou corrections à apporter sont envoyées à l'entreprise pour mise au point du DOE définitif ;
- L'entreprise corrige son DOE sous 10 jours maximum après réception de l'avis de la maîtrise d'œuvre sur son DOE provisoire, produit et remet un dossier complet selon les dispositions énoncées dans le paragraphe de la livraison du DOE.

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

2.1.7.17 LIVRAISON DU DOE

Les exemplaires définitifs seront remis aux deux adresses et suivant la répartition ci-dessous :

- Maîtrise d'Ouvrage (adresse du Maître d'Ouvrage) :
 - 2 exemplaires "tirage papier" dont 1 exemplaire portant la mention « COPIE » ;
 - 2 exemplaires informatique de tous les documents DOE définitifs sur clé USB : 1 version au format natif (DWG, DXF, Word, Excel...) et une version PDF.
- Maîtrise d'Œuvre (Architecte / BET) :
 - 2 exemplaires "tirage papier" ;
 - 2 exemplaires informatique de tous les documents DOE définitifs sur clé USB : 1 version au format natif (dwg, dxf, word, excel...) et une version PDF.

2.1.7.18 CONTENU DU DOE

Le DOE comprendra :

- L'ensemble des documents nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage ;
- Les plans et schémas conformes à l'exécution ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les notes de calculs et de dimensionnement des équipements ;
- Tous les documents des études d'exécutions diffusés à l'équipe de maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle ;
- Prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;
- Plus particulièrement (non exhaustif) :
 - Les schémas de principe ;
 - Les plans d'implantation des équipements ;
 - Les détails d'exécution ;
 - Les listes et notices d'utilisation et d'entretien des différentes installations ;
 - Les listes et notices techniques détaillant d'une façon très précise la liste des matériaux et appareils mis en œuvre (marque et référence) ;
 - Les procès-verbaux des matériaux notamment de résistance au feu, les avis techniques ;
 - Le rapport des essais des installations y compris les fiches d'autocontrôle établies par les entreprises ;
 - Les certificats de garantie auxquels s'engagent les entreprises et les fournisseurs pour certains ouvrages particuliers ainsi que les contrats d'assurance éventuellement souscrits pour couvrir les garanties ;
 - La liste des pièces de rechange et matériel consommable ;
 - Les fiches techniques et avis techniques des matériels et certificats de conformité à la norme des équipements ;
 - Le rapport des mesures et de réglages hydrauliques ;
 - Les attestations d'essais de fonctionnement AQC ;
 - Les attestations de mise en service par les fabricants.

2.1.7.19 MISE EN FORME DU DOE

- 1) Cartouche général du dossier DOE
- Le cartouche général du dossier précisera :
 - Affaire (désignation de l'opération)
 - Intitulé et le numéro du lot

Maître d’Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
Opération : CREATION DE 2 ARMURERIES DANS LE CENTRE DE DETENTION DE MELUN
Phase : DCE
Document : CCTP n°00 : CCTC
Date : Octobre 2024

- Nom de l'entreprise
- Phase DOE

2) Harmonisation des dossiers

- Les pièces écrites, documentations techniques, notices d’utilisation, etc... seront disposées dans des classeurs format A4 de couleur identique, à deux anneaux et étiquetées sur la tranche.
- Les pièces graphiques seront remises soit sous chemise à sangle format A4, avec cartouche, soit rangées dans des classeurs format A4 équipés de « pochettes-étui » transparentes.
- Les étiquettes et cartouches comporteront les informations suivantes :
 - Désignation de l’opération
 - Dossier DOE
 - La mention "Pièces écrites" ou "Pièces graphiques"
 - Date (mois / année)
 - Numéro et intitulé du lot / Nom de l'entreprise
 - Numéro du classeur ou chemise et le nombre total de classeur ou chemise.

3) Sommaire

- A chaque dossier sera jointe une liste des pièces écrites et graphiques composant le dossier DOE.

4) Format des plans

- Format AutoCAD (dernière version) et format PDF respectant la charte graphique demandée par la Maîtrise d’Ouvrage ou la Maîtrise d’Œuvre (présentation, nomenclature et symboles graphiques)
- Les cartouches de tous les plans DOE mentionnera :
 - Phase DOE ;
 - Indice O.